

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

DG/FNV 2024.T647

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

Vu les articles du Code de la Route,

Considérant la demande de **l'entreprise SARL BATIREX** reçue le 13 Septembre 2024 relative à des travaux de réfection de façade et de couverture (PC N° 014 715 20 P0015 décision du 23 Juin 2021) pour le compte de BRILIMEC, **Manoir des Bruzettes, parcelle cadastrée section AM N° 180, Chemin des Bruzettes et Chemin des Frémonts à Trouville-sur-Mer.**

Considérant la **demande de prolongation** de l'entreprise SARL BATIREX en date du 07 Novembre 2024. Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la circulation Chemin des Frémonts.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise SARL BATIREX est autorisée à prolonger l'installation d'un échafaudage tubulaire de **15,54 ml x 1 m** (soit 15,54 m²) **au droit du Manoir des Bruzettes sur l'accotement herbeux, Chemin des Frémonts.** Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons et les automobilistes.

Article 2 : Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier et la circulation devra être préservée Chemin des Frémonts.

Article 3 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Samedi 16 Novembre 2024 au Vendredi 20 Décembre 2024.**

Article 4 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place 48 H avant l'intervention par l'entreprise SARL BATIREX qui se chargera de son entretien.** Le présent arrêté municipal devra être affiché par l'entreprise BATIREX de façon visible sur le chantier.

Article 5 : La facturation pour la mise en place d'un **échafaudage** se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 13 Décembre 2023 pour l'année 2024 et à raison de 0,60 € m²/jour jusqu'à 30 jours et de 2,65 € m²/jour au-delà de 30 jours. **Un titre de recette sera émis et présenté à : SARL BATIREX – 63 avenue Gabriel Péri – 92600 ASNIERES-SUR-SEINE (N° SIRET 997 828 728 00037).**

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 7 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 08 Novembre 2024

Le Maire,

Vice-Présidente de la CCCCCF


Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.